



Cartographie des missions

des ministères économiques et financiers



24 février 2015

Sommaire

◆ Secrétariat général des ministères économiques et financiers	7
◆ Direction du budget	13
◆ Direction générale des finances publiques	17
◆ Direction générale des douanes et droits indirects	23
◆ Direction générale du Trésor	27
◆ Direction des affaires juridiques	31
◆ Direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques	35
◆ Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	39
◆ Direction générale des entreprises	43

Le Conseil des Ministres du 10 septembre 2014 a lancé un exercice de revue des missions qui vise à « réinterroger la pertinence des missions de l'Etat ». Il s'agit de faire en sorte « que l'État soit capable d'assumer ses missions prioritaires avec la plus grande efficacité ».

Lors du CTM du 6 octobre 2014, les ministres ont précisé que l'enjeu de cet exercice serait de réaffirmer les missions des ministères économiques et financiers (MEF) dans leur principe, en veillant à faire évoluer leurs modalités d'exercice pour optimiser les moyens et s'adapter aux attentes des usagers ainsi qu'au contexte économique.

A la suite de cette annonce, le Secrétariat général a engagé avec l'ensemble des directions des ministères, les travaux d'élaboration d'un document qui présente pour la première fois sous cette forme, une cartographie des missions de l'ensemble des directions.

Ce document a été élaboré à partir d'une grille d'analyse commune construite avec les directions et permettant de recenser les missions, de préciser leurs conditions d'exercice et de proposer des pistes d'évolution. Elle a été complétée et renseignée par chacune des directions.

Les perspectives d'évolutions doivent encore être approfondies en vue de la préparation de la feuille de route ministérielle.

SG

Secrétariat général



Secrétariat général des MEF

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Ressources humaines	Encadrement supérieur	Pilotage des recrutements, gestion personnalisée des cadres	Mise en œuvre	Central		Réflexion à conduire concernant les cadres des directions à réseaux
	Formation	Formation continue ministérielle et interministérielle ; Préparations aux concours	Définition et mise en œuvre	National	Evolution des besoins.	Maintien en l'état
	Ressources humaines ministérielles	Coordination juridique	Expertise et mise en œuvre en lien avec les directions des MEF et les interlocuteurs externes	National	Chantiers conduits par la DGAFP et évolutions juridiques externes Accompagnement des besoins des directions.	Maintien en l'état
		Elaboration des politiques ministérielles en matière RH	Relais entre la DGAFP et les directions, animation ministérielle	National	évolutions juridiques externes Accompagnement des besoins des directions	Maintien en l'état
	Gestion des personnels et des parcours professionnels en administration centrale	Gestion administrative, paie et gestion des carrières	Compétence à la fois exclusive et partenariale (rôle des BRH).	Central	Réformes statutaires et indemnitaires	Réflexion en cours sur une répartition des rôles entre DRH et BRH
		Gestion de concours	1) compétence exclusive pour l'administration centrale 2) compétence partenariale pour le concours commun C pour la DGFIP, la DGDDI et la DGCCRF	National		1) Maintien en l'état 2) Modification des conditions d'exercice pour le CCC
	Politiques sociales et des conditions de travail	Elaboration, suivi et mise en œuvre des politiques sociales et de la politique de santé et de sécurité au travail. Préparation et exécution du budget	mise en œuvre partagée avec les directions en région.	National	enjeux sociaux importants.	Maintien en l'état
	Politiques sociales et des conditions de travail	Pilotage des réseaux santé et sécurité au travail et action sociale	compétence exclusive, en lien avec les présidents des instances	national	enjeux sociaux	Maintien en l'état
Organisation du dialogue social	Organisation du dialogue social ministériel et central	suivi des instances, des mouvements sociaux, gestion des droits syndicaux, organisation des élections	national	climat social	Maintien en l'état	
DSI	Système d'information - Gouvernance	Gouvernance ministérielle des systèmes d'information ; Pilotage stratégique des projets ministériels de SIRH	Compétence inter-directionnelle en liaison avec la DISIC.	National	Prise en compte des décrets n°2014-834 (SG) et 2014-879 (DISIC) ; Projet en cours de déploiement.	Renforcement progressif
Communication	Conseil et pilotage, Prestations de communication, Relations avec les médias	Réalisation d'études et de campagnes, conception et mise en œuvre d'actions de communication, organisation d'événements, achat d'espaces publicitaires, passation et exécution des marchés de prestations	Compétence exclusive vis-à-vis des cabinets. Compétence partagée pour la communication des directions. En liaison avec le SIG pour la communication gouvernementale.	National Marché interministériel SIG	Mutualisation interministérielle.	Susceptible d'évolution suite au chantier mutualisation de la fonction communication

Secrétariat général des MEF

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Affaires financières et immobilières	Synthèse budgétaire	Coordination de l'élaboration des programmes budgétaires	Programmation et pilotage en amont, compétence partagée avec les RPROG, compétence de synthèse en aval et propositions d'arbitrage en lien avec les cabinets	National	Impact de la structure gouvernementale et des réformes de gouvernance budgétaire	Renforcement de ce rôle en lien avec les responsabilités du RFFIM
	Suivi de la performance	Animation au niveau ministériel	Programmation et pilotage en amont, compétence partagée avec les RPROG, compétence de synthèse en aval et propositions d'arbitrage en lien avec les cabinets	National	Impact des réformes des politiques publiques et de la maquette budgétaire.	Maintien en l'état
	Contrôle de gestion	Animation au niveau ministériel	Coordination du contrôle de gestion, compétence partagée avec les directions, harmonisation des pratiques, échanges d'expérience et diffusion de méthodologies.	National	Impact des systèmes d'informations et des référentiels.	Renforcement
	Tutelle des opérateurs	Animation du réseau des tutelles techniques	Coordination et compétence partagée avec les tutelles, échanges de bonnes pratiques et synthèse des données.	National	Impact des systèmes d'informations et des réformes de gouvernance budgétaire.	Renforcement
	CP Financières	Réalisation directe (activité de CSP) et rôle de coordination pour ce qui concerne le pilotage budgétaire du programme 218	Compétences exclusives vis à vis des services entrant dans le champ du CPFi.	Central	Impact du regroupement des CSP dans le cadre des décisions du CIMAP du 18/12/2013.	Renforcement
	Modernisation de l'organisation financière	Coordination et animation des travaux au niveau ministériel	Compétences partagées avec les directions. Interface ministérielle unique vis-à-vis de l'AIFE.	National	Impact des décisions du CIMAP du 18/12/2013, de la priorité donnée aux sujets d'organisation financière et plus généralement du renforcement du SG/RFFIM.	Renforcement
	Audit et contrôle interne	Coordination et animation des travaux au niveau ministériel de la politique de contrôle interne et de la gestion des risques	Compétences partagées avec les directions. Intersection des travaux d'audit et de maîtrise des risques permettant de donner une vision ministérielle globale. Relations étroites avec les corps d'audit et de contrôle et la Cour des comptes.	National	Rôles des SG/RFFIM en matière de maîtrise des risques et notamment en ce qui concerne le CIC et le CIB.	Renforcement
	Immobilier	Elaboration des orientations des MEF en matière de politique immobilière	Compétences partagées avec les directions. Représentation des directions à l'interministériel et vis-à-vis de France Domaine.	National	Impact des décisions interministérielles en matière immobilière.	Renforcement
		Maîtrise d'ouvrage et conduite de certaines opérations immobilières	Compétence partagée avec les directions, exclusive à partir de 3 M€. Maîtrise d'ouvrage mandatée pour le compte des directions.	National	Impact de la mise en œuvre des mesures de la lettre du 23 octobre 2013 de mutualisation des fonctions support (convention de partenariat avec France Domaine et abaissement du seuil de 3 M€).	Renforcement
Pilotage du réseau des antennes immobilières		Compétence exclusive. Gestion de réseau.	National	Impact de la mise en œuvre de la lettre de mission.	Renforcement	

Secrétariat général des MEF

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Soutien à l'environnement professionnel	Informatique	Conception et mise en œuvre de la politique de développement des TIC (périmètre SG)	Mise en œuvre d'applications ou de solutions informatiques, maintien et évolutions des solutions existantes. Conception et développement des sites internet, extranet et intranet.	Niveau central y compris les services rattachés à l'administration centrale	Evolutions technologiques et évolution du besoin des services clients.	Renforcement
		Animation et coordination du réseau des correspondants informatiques, Equipement des services centraux, Mise en place et exploitation des systèmes, Gestion et pilotage des infrastructures de réseaux et de télécommunications	Solutions logicielles, matérielles, d'impression et de mobilité ; Administration des outils de gestion et bases de données centralisées ; Documentation des procédures et des modes opératoires ; Maintenance du parc bureautique et copieurs ; Centre de services informatique, téléphonique et audiovisuel ; Assistance de proximité ; Mise à jour annuaire Anais.	Administration centrale et en province	Evolutions de l'offre de service SEP1. Développement des nouvelles technologies (windows, mobilité, suite bureautique, sécurité, outils de gestion du parc, etc).	Renforcement
		Mise en place, exploitation et administration des systèmes audiovisuels	Exploitation et maintenance audiovisuelle des espaces événementiels (PMF, Studio TV, HDM), et des espaces de travail mutualisés	Administration centrale	Projet Triari de modernisation et de dématérialisation	
	"Cadre de vie"	Pour l'administration centrale : conception et mise en œuvre de la politique immobilière, maintenance et exploitation des bâtiments et équipements, sécurité et sûreté des bâtiments, logistique, définition de la politique documentaire et d'archivage	Planification et mise en œuvre - SEP 2 - SAFI GIM	Administration centrale	Contraintes budgétaires	Maintien en l'état
DMO	Modernisation	Coordination de la modernisation, de l'innovation et de la qualité ; Pilotage des relations entre les administrations centrales et les services déconcentrés	Compétence inter-directionnelle en liaison avec toutes les directions et services des MEF.	National	Rôle d'impulsion et de coordination dans décret SG.	Renforcement
		Coordination des textes de réorganisation	Pilotage des grands projets de transformation (réorganisation et modernisation).	National		
SCIE	Coordination ministérielle à l'intelligence économique	Coordination ministérielle de la mise en œuvre de la politique publique d'intelligence économique (PPIE)	En liaison avec la délégation interministérielle à l'intelligence économique (D2IE), placée auprès du PM. En liaison avec les Directions de Bercy concernées.	National (ministériel)	Les synergies avec les missions de la DGE, tant au niveau central qu'au niveau territorial, plaident pour un transfert vers la DGE.	Transfert vers la DGE
MPE	Couverture des travaux de l'institution parlementaire européenne pour le compte des MEF	Suivi ministériel des travaux d'une dizaine de commissions parlementaires du PE et des plénières à Strasbourg, afin de couvrir l'ensemble des sujets économiques et financiers, et de renforcer la stratégie d'influence des MEF. Point d'entrée des MEF pour les cellules PE, SGAE, RP.	En liaison avec le SGAE et la RP. En liaison avec les cabinets ministériels et les Directions de Bercy concernées.	National (ministériel)	Les synergies avec la DG Trésor peuvent plaider pour un transfert vers la DG Trésor.	Réflexion sur le transfert vers la DG Trésor

Secrétariat général des MEF

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
HFDS	Missions du Haut fonctionnaire de défense et de sécurité	<p>Mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense au sein des MEF (sécurité des activités d'importance vitale, protection du potentiel scientifique et technique, protection du secret de la défense nationale). Elaboration et mise en œuvre de la politique de sécurité des systèmes d'information des ministères économiques et financiers (PSSIMEF). Gestion de crises majeures pour assurer la continuité des activités économiques du pays.</p>	<p>Politique définie par le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) et mise en œuvre en lien avec les chargés de mission régionaux de sécurité économique (CMSE). Déclinaison ministérielle de la PPSI de l'Etat (PSSIE) définie par le Premier ministre. Gestion gouvernementale de crises majeures (cellule interministérielle de crise) et en lien avec les directions et services de l'administration centrale et avec les opérateurs d'importance vitale.</p>	National (ministériel)	<p>Vigilance accrue en matière de défense et de sécurité économique et renforcement de la sécurité des systèmes d'information des opérateurs d'importance vitale en application de dispositions de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013.</p> <p>Renforcement des exigences en matière de SSI (Etat), en phase avec les préconisations techniques de l'agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI).</p> <p>Demande du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) de professionnaliser les acteurs concernés par la gestion de crise.</p>	Renforcement



Direction du budget

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Définir la politique des finances publiques, la politique budgétaire de l'Etat ainsi que les outils de pilotage de ces politiques		Expertise, pilotage, programmation, coordination, stratégie	Expertise mise en œuvre sur la totalité des finances publiques en étroite collaboration avec d'autres directions : direction générale du Trésor, direction de la législation fiscale, direction générale des finances publiques, direction générale des collectivités locales ou direction de la sécurité sociale	National	Propositions de réformes permettant de dégager des économies et/ou d'améliorer un service ou une politique	Maintien et renforcement des équipes
Elaborer une programmation documentée pour mettre en œuvre la stratégie des finances publiques et la politique budgétaire de l'Etat		Analyse, expertise, synthèse, pilotage	Réflexion approfondie des politiques publiques pour analyser les déterminants de la dépense	National	Propositions de réformes permettant de dégager des économies et/ou d'améliorer un service ou une politique	Maintien
Elaborer les lois de finances initiales		Expertise, contrôle, coordination, pilotage	Elaboration des projets de lois de finances Négociation avec les ministères (DAF) sur l'exécution tendancielle de leurs dépenses et les économies, Cadrage des crédits par mission ou par programme et respect de leur soutenabilité	National		Maintien
S'assurer que la gestion infra-annuelle respecte les objectifs en terme de soutenabilité (maîtrise de l'exécution)		Pilotage de l'exécution des finances publiques Contrôle et prévention des risques sur les finances publiques	Analyse périodique de l'exécution budgétaire : échanges d'informations avec les correspondants ministériels et le réseau des contrôleurs budgétaires et comptables ministériels	National		Maintien
Participer à l'établissement du budget communautaire et à son cadrage pluriannuel		Expertise - analyse - négociation - coordination	Participation à la définition de la position française dans les négociations budgétaires communautaires & celles relatives aux dossiers européens ayant un impact financier sur le budget européen et le budget national	National, voire européen		Maintien
Définir et faire vivre les règles et outils de gestion budgétaires et garantir leur bonne application Contrôle interne budgétaire		Expertise, pilotage et animation de la communauté financière	En lien avec la DGFIP, définition de la réglementation budgétaire et comptable Divers réseaux de référents ministériels (DAF, CBCM, CIB, Contrôle de gestion, opérateurs, ...)	National	Travaux sur la mise oeuvre opérationnelle du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP)	Maintien
Assurer la tutelle stratégique et financière des organismes publics		Tutelle - conseil	Tutelle adaptée à chaque opérateur : participation au pilotage et à la gouvernance stratégique des organismes	National		Maintien



DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Direction générale des finances publiques

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Fiscalité des grandes entreprises	Assiette et contentieux des grandes entreprises	Fiscal	Compétence exclusive.	National	Réglementation fiscale. Impact de réformes en cours (simplifications, pacte de responsabilité). Évolutions technologiques (dématérialisation, démarches en ligne, données).	Expérimentation de la relation de confiance.
	Recouvrement des grandes entreprises	Fiscal	Compétence exclusive, tant en amiable qu'en recouvrement forcé.	National	Réglementation fiscale. Impact de réformes en cours (simplifications, pacte de responsabilité). Évolutions technologiques (dématérialisation, démarches en ligne, données).	Expérimentation de la relation de confiance.
	Contrôle fiscal des grandes entreprises	Fiscal	Compétence exclusive.	National	Réglementation fiscale. Impact de réformes en cours (simplifications, pacte de responsabilité). Évolutions technologiques (dématérialisation, CF en ligne, données, data mining).	Amélioration des outils et des méthode de programmation du contrôle fiscal (datamining). Nouvelle relation avec les entreprises de bonne foi.
	Missions foncières des grandes entreprises	Fiscal	Compétence exclusive (impôts fonciers, cadastre, SPF).	National, régional et départemental	Réglementation fiscale. Réglementation cadastrale. Réglementation en matière de publicité foncière.	Révision des valeurs locatives professionnelles.
Fiscalité des PME	Assiette et contentieux des PME	Fiscal	Compétence exclusive.	Départemental et infra départemental	Réglementation fiscale. Impact de réformes en cours (simplifications, pacte de responsabilité). Évolutions technologiques (dématérialisation, démarches en ligne, données).	Réflexion en cours sur le réseau des Services des Impôts des Entreprises. Expérimentation de la relation de confiance et d'une nouvelle organisation du travail. Concentration du recouvrement forcé dans les pôles de recouvrement spécialisés.
	Recouvrement des PME	Fiscal	Compétence exclusive.	Départemental et infra départemental	Réglementation fiscale. Impact de réformes en cours (simplifications, pacte de responsabilité). Évolutions technologiques (dématérialisation, démarches en ligne, données).	Réflexion en cours sur le réseau des Services des Impôts des Entreprises. Expérimentation de la relation de confiance et d'une nouvelle organisation du travail. Concentration du recouvrement forcé dans les pôles de recouvrement spécialisés.
	Contrôle fiscal des PME	Fiscal	Compétence exclusive.	Régional, départemental, infra-départemental.	Réglementation fiscale. Impact de réformes en cours (simplifications, pacte de responsabilité). Évolutions technologiques (dématérialisation, CF en ligne, données, data mining).	Renfort du pilotage de la recherche : coordination de l'action des Brigades de Contrôle et de Recherche par les Dircofis. Développement de la pédagogie du contrôle fiscal.
	Missions foncières des PME	Fiscal	Compétence exclusive (impôts fonciers, cadastre, SPF).	Départemental et infra départemental	Réglementation fiscale. Réglementation cadastrale. Publicité foncière.	Révision des valeurs locatives professionnelles.
Fiscalité des particuliers et fiscalité directe locale	Assiette et contentieux des particuliers	Fiscal	Compétence exclusive.	Départemental et infra départemental	Réglementation fiscale. Impact de réformes en cours (simplifications, pacte de responsabilité). Évolutions technologiques (dématérialisation, démarches en ligne, données). Demande sociale.	Des regroupements de Services des Impôts des Particuliers à la même résidence. Expérimentation de centres de contacts téléphoniques. Approche plurielle de la relation à l'utilisateur.

Direction générale des finances publiques

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
	Recouvrement des particuliers	Fiscal	Compétence exclusive.	Départemental et infra départemental	Réglementation fiscale. Impact de réformes en cours (simplifications, pacte de responsabilité). Évolutions technologiques (dématérialisation, démarches en ligne, données). Demande sociale.	Des regroupements de Services des Impôts des Particuliers à la même résidence. Rénovation de l'accueil téléphonique. Approche plurielle de la relation à l'utilisateur.
	Contrôle fiscal des particuliers	Fiscal	Compétence exclusive.	Régional, départemental et infra-départemental	Réglementation fiscale. Évolutions technologiques (dématérialisation, CF en ligne, données, data mining). Demande sociale.	Renfort du pilotage de la recherche : expérimentation d'une coordination de l'action des BCR par les Dircofis. Développement de la pédagogie du contrôle fiscal.
	Missions foncières des particuliers	Fiscal	Compétence exclusive (impôts fonciers, cadastre, SPF).	Départemental et infra départemental	Réglementation fiscale. Réglementation cadastrale. Publicité foncière.	Expérimentation dans 5 départements de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation. Rapprochement de Services de Publicité Foncière dans certains cas.
	Redevance des particuliers	Fiscal	Compétence exclusive.	Régional et départemental	Réglementation. Évolutions technologiques (dématérialisation, démarches en ligne, données).	
Gestion financière de l'Etat hors fiscalité	Amendes	Recettes non fiscales	Compétence exclusive. Usagers. ANTAL. Ordonnateur des amendes radar.	National, départemental, infra-départemental	Réglementation. Évolutions technologiques (dématérialisation, démarches en ligne, données).	Déploiement du procès-verbal électronique et du paiement en ligne des amendes forfaitaires.
	Produits divers	Recettes non fiscales	Compétence exclusive.	National, départemental, infra-départemental	Réglementation.	Réflexion sur un pilotage national des produits divers. Prise en compte de la nouvelle carte de l'administration de l'Etat.
	Contrôle financier	Gestion financière de l'Etat	Compétence exclusive.	Régional et départemental	Réglementation.	Prise en compte de la nouvelle carte de l'administration de l'Etat.
	Dépenses Etat	Gestion financière de l'Etat	Compétence exclusive en tant que payeur.	Régional et départemental	Réglementation. Évolutions technologiques (dématérialisation, unicité des bases financières), SFACT.	Renforcement de la dématérialisation des factures et déploiement services facturiers avec un objectif de généralisation en 2017. Adaptation à la nouvelle carte de l'administration de l'Etat.
	Paye	Gestion financière de l'Etat	Compétence exclusive en tant que payeur.	Régional et départemental	Réglementation. Demande sociale. Enjeux de dématérialisation.	Déploiement et modernisation de la chaîne de la paye. Prise en compte de la nouvelle carte des administrations de l'Etat.
	Comptabilité Etat	Gestion financière de l'Etat	Compétence exclusive en tant que comptable.	Régional, départemental, infra-départemental.	Réglementation. Certification des comptes. Normes comptables nationales et internationales	Amélioration continue de la qualité comptable. Poursuite de la certification des comptes de l'Etat et extension de la certification aux établissements publics.
	Expertise Etat	Expertise et conseil	Compétence partenariale avec les services ordonnateurs.	National, régional et départemental	Réglementation. Évolutions technologiques (simulation, données, restitutions)	Prise en compte de la nouvelle carte des administrations de l'Etat.

Direction générale des finances publiques

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
	Expertise entreprises	Expertise et conseil	Compétence partagée : Banque de France, DIRECCTE, DGE, CIRI, CRP et autres services de l'État.	National, régional et départemental	Législation : détermination des acteurs et des niveaux d'expertise autour des entreprises.	Simplification de la comitologie des dispositifs de soutien aux entreprises en difficultés (fusion du CODEFI et de la CDFE).
	France Domaine	Immobilier de l'Etat	Dimension interministérielle forte. Préfectures de région.	National, régional et départemental	Positionnement de la gestion de l'immobilier de l'État en région.	Renforcement du service France Domaine. Prise en compte de la nouvelle carte des administrations de l'Etat. Schémas directeurs de l'immobilier en région.
	Taxes d'urbanisme	Recouvrement de produits des collectivités locales	Compétence exclusive.	Départemental et infra départemental	Réglementation en matière de taxes d'aménagement.	
Gestion des pensions	Service des retraites de l'Etat	Pensions	Compétence exclusive (ordonnateur et comptable des pensions). SCN. Dimension interministérielle forte.	National	Réglementation en matière de retraite. Évolutions technologiques (dématérialisation, démarches en ligne, données). Demande sociale.	Etudes d'actions de dématérialisation pour les actifs comme pour les retraités (projet ENSAP).
	Centres régionaux des pensions	Pensions	Compétence exclusive de payeur. Services de l'Etat et agents. Les CRP sont le réseau déconcentré de SRE.	Régional	Réglementation en matière de retraite. Évolutions technologiques. Demande sociale.	
Gestion financière du secteur public local hors fiscalité	Produits locaux	Gestion du secteur local	Compétence exclusive (comptable, budgétaire, conseil en matière de fiscalité directe locale et conseil financier).	Régional, départemental, infra-départemental.	Réforme territoriale. Régions. Métropoles. Développement des EPCI. Carte sanitaire. Évolutions technologiques (dématérialisation).	Poursuite de l'adaptation des structures du réseau. Prise en compte de la nouvelle carte des régions. Modernisation de la chaîne d'émission et de recouvrement des produits locaux. Possibilité de payer en ligne les produits du secteur public local dans le cadre de l'espace numérique sécurisé de l'utilisateur (ENSU).
	Dépenses du SPL	Gestion du secteur local	Compétence exclusive (comptable, budgétaire, conseil en matière de fiscalité directe locale et conseil financier).	Régional, départemental, infra-départemental.	Réforme territoriale. Régions. Métropoles. Développement des EPCI. Carte sanitaire. Évolutions technologiques (dématérialisation).	Poursuite de l'adaptation des structures du réseau. Prise en compte de la nouvelle carte des régions. Dématérialisation de l'ensemble des documents et pièces justificatives. Démarche partenariale de fiabilisation des comptes publics.
	Comptabilité du SPL	Gestion du secteur local	Compétence exclusive (comptable, budgétaire, conseil en matière de fiscalité directe locale et conseil financier).	Régional, départemental, infra-départemental.	Réforme territoriale. Régions. Métropoles. Développement des EPCI. Carte sanitaire. Évolutions technologiques (dématérialisation).	Poursuite de l'adaptation des structures du réseau. Prise en compte de la nouvelle carte des régions. Dématérialisation de l'ensemble des documents et pièces justificatives. Démarche partenariale de fiabilisation des comptes publics.

Direction générale des finances publiques

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
	Conseil du SPL	Gestion du secteur local	Compétence exclusive (comptable, budgétaire, conseil en matière de fiscalité directe locale et conseil financier). Toutes collectivités locales et EPL, HLM, Hospitalier, maisons de retraite.	Régional, départemental, infra-départemental.	Réforme territoriale. L'évolution de la fiscalité directe locale. Évolutions technologiques (simulation, expertises, données).	Poursuite de l'adaptation des structures du réseau. Prise en compte de la nouvelle carte des régions. Confortation du dispositif de détection des difficultés des collectivités.
Gestion des fonds déposés	Caisse des dépôts et Consignations	Activités bancaires	Compétence exclusive par convention avec la CDC.	Régional et départemental	Évolutions technologiques (activité de préposé).	Concentration de fonctions de back office bancaire dans les centres de services bancaires pour les activités de préposé à la CDC.
	Dépôts de fonds du Trésor	Activités bancaires	Compétence exclusive du fait de la réglementation.	Départemental et infra départemental	Réglementation en matière de dépôts de fonds.	
Soutien	Soutien Cap Numérique	Développement du numérique	SCN dédié au développement des projets informatiques dans le cadre du « cap numérique » de la DGFIP	National	Évolutions technologiques. Avènement du numérique. Loi « <informatique et libertés > »	Grands projets en cours : nouveau portail DGFIP, outil de gestion de la relation à l'usager, projet SIRHIUS (paye), Espaces Numériques Sécurisés.
	Soutien (hors Cap Numérique)	Fonctions support	Fonctions « support » de la DGFIP, implantées sur le plan national, régional et départemental.	National, inter-régional, régional, départemental	Réglementation applicable dans les différentes fonctions « support » Évolutions technologiques. Mutualisations.	RH : finalisation de l'harmonisation statutaire et de gestion, réseau des conseillers RH, amélioration du dispositif de formation. SSI : amélioration du SI, revue de la gouvernance. Pilotage : BOP national, suivi budgétaire renforcé, mutualisation des achats, gestion prévisionnelle des emplois, optimisation du parc immobilier.
DLF		Elaboration de la législation fiscale.	Direction de la législation fiscale. Gouvernement et Parlement	National	Législation fiscale française et européenne.	



Direction générale des douanes et droits indirects

Mission générale (actions du programme 302)	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Surveillance douanière des flux de personnes et marchandises et lutte contre la grande fraude douanière	Contrôles documentaires et physiques des marchandises lors de l'importation (dédouanement et avant dédouanement)	Contrôle	Compétence exclusive	local	nouvelles technologies - évolutions réglementaires	Evolution des conditions d'exercice de la mission : concentration du dédouanement, guichet unique national,...
	Contrôles des marchandises a posteriori	Contrôle	Compétence exclusive	local - régional		Maintien en l'état
	Contrôles à la circulation des marchandises et des moyens de transport	Contrôle	Compétence exclusive	local		Maintien en l'état
	Relations opérationnelles avec les autres administrations et suites contentieuses	Contrôle	Partenariat (police, gendarmerie, OCRTIS, DGCCRF, DGFIP, DGAL, participation aux réunions d'ordre public en préfecture, ...)	local - régional		Maintien en l'état
	Analyse de risque et ciblage	Préparation et soutien au contrôle	Compétence exclusive	régional et national	réformes en cours / nouvelles technologies	Evolution des conditions d'exercice de la mission de ciblage et d'analyse de risques, participation au programme PNR d'exploitation des données des compagnies aériennes
Préservation de la sécurité et de la sûreté de l'espace national et européen	Lutte contre les trafics illicites de marchandises dangereuses pour les personnes (armes, explosifs,...) et l'environnement (déchets, ...)	Contrôle - Prévention	Compétence partagée	Local - Régional - National		Maintien en l'état
	Contrôle d'immigration aux points de passage frontière (PPF)	Contrôle	Compétence partagée	Local	Recentrage de l'administration sur ses missions prioritaires	Evolution des conditions d'exercice avec possibilité d'un transfert (modalités à définir) vers les administrations partenaires (DCPAF)
	Contribution à l'action de l'Etat en mer (sauvetage, détection pollution, ...)	Prévention - Assistance	Compétence partagée	Local		Evolution des conditions d'exercice : renforcement du pilotage et optimisation de l'organisation du dispositif gardes-côtes
	Supervision des contrôles de sûreté sur le fret aérien	Contrôle - Prévention	Partenariat	Local		Maintien en l'état
	Exécution de contrôles de sûreté sur la liaison Transmanche	Contrôle - Prévention	Compétence exclusive	Local		Maintien en l'état
Promotion des échanges internationaux et qualité du dédouanement	Mise en place de mesures de facilitation des échanges (rédaction des textes,...) et promotion (salons, réunions,...)	Expertise/Animation	Compétence exclusive	National	Demandes des opérateurs / Nouvelles technologies	Evolution des conditions d'exercice : guichet unique national, simplifications de procédures et de formulaires, dématérialisations,...
	Instruction des demandes et réalisation d'audits pour l'octroi de statuts douaniers, de procédures simplifiées (agrément et suivi)	Expertise	Compétence exclusive	Régional		Evolution des conditions d'exercice avec l'accompagnement de l'entrée en vigueur du nouveau code de l'Union
	Elaboration et publications du chiffre du commerce extérieur et autres statistiques	Expertise	Compétence exclusive	National		Maintien en l'état
	Conseils personnalisés ponctuels à la demande des opérateurs	Expertise/Animation	Compétence exclusive	Régional et national		Renforcement des cellules conseil aux entreprises (niveau régional)

Direction générale des douanes et droits indirects

Mission générale (actions du programme 302)	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Fiscalité douanière, énergétique et environnementale	Gestion, suivi et recouvrement des droits et taxes à l'importation	Expertise	Compétence exclusive (sauf évolution sur la TVA à l'importation - DGFIP)	Régional - Interrégional		Evolution des conditions d'exercice : Mise en place de l'auto-liquidation de la TVA de façon optionnelle pour les entreprises assujetties à la TVA, titulaires d'une procédure de domiciliation unique (PDU) et création de pôles comptables interrégionaux
	Suivi, gestion, contrôle et recouvrement de diverses fiscalités (fiscalité énergétique, DAFN, ...)	Expertise-Gestion	Compétence exclusive	Régional et local	Besoin de spécialisation	Evolution des conditions d'exercice : dématérialisation, simplifications, création de pôles d'expertise
	Suivi, gestion, contrôle et recouvrement de la taxe sur les véhicules routiers (TSVR)	Expertise-Gestion	Compétence exclusive	Régional et local	Besoin de spécialisation	Gestion nationale de la TSVR à Metz (nouveau service)
	Suivi, gestion, contrôle et recouvrement de la TGAP	Expertise/Gestion/Contrôle	Compétence exclusive	National - Local	Besoin de spécialisation	Gestion nationale de la TGAP au bureau de Nice
	Suivi et contrôle du réseau des débitants de tabacs	Expertise/Gestion/Contrôle	Compétence exclusive	Régional - Local		Gestion au niveau régional
	Suivi et contrôle des filières contributions indirectes (alcools, garantie des métaux précieux,...)	Expertise/Gestion/Contrôle	Compétence partagée	Régional - Local		Evolution des conditions d'exercice : dématérialisation, démarches en ligne, simplifications
	Gestion et suivi de la filière viti-vinicole	Expertise/Gestion/Contrôle	Compétence partagée	Régional - Local		Maintien en l'état
Soutien aux services opérationnels	Développement, exploitation et maintenance d'applications informatiques - Soutien aux utilisateurs	Expertise	Compétence exclusive	National		Evolution des conditions d'exercice : Rénovation du CID, hébergement de serveurs d'autres ministères, évolutions technologiques
	GRH (recrutement, gestion des personnels, formation initiale et continue,...).	Expertise	Compétence exclusive	National - Relais régionaux	Réglementation applicable dans les différentes fonctions « support » Évolutions technologiques. Mutualisations.	Réflexion en cours sur la mutualisation des fonctions support au sein des MEF et travaux internes (CSRH, positionnement d'une fonction RL locale, nouvelle école avec révision générale des contenus pédagogiques, cellule mobilité carrière,...)
	Marchés publics (équipements, mobiliers, immobiliers,...)	Expertise	Compétence exclusive	National - Interrégional - Relais régionaux		Travaux en cours sur la mutualisation des fonctions support au sein des MEF
	Pilotage et suivi de la performance	Expertise/Animation	Compétence exclusive	National - Interrégional		Réflexions en cours sur de nouvelles modalités de gestion et d'animation de la performance

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

Direction générale du Trésor

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Politiques macroéconomiques et affaires européennes	Suivi de la conjoncture française et internationale, préparation des prévisions macroéconomiques et production d'analyses et de conseils au gouvernement (croissance, conduite de la politique économique, etc.)	Expertise, veille, conseil	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National et international	Exigences politiques fortes en matière d'anticipation de la conjoncture et de la situation macroéconomique nationale et supra-nationale	Maintien en l'état
	Préparation et coordination des dossiers européens et des négociations européennes dans les domaines économiques et financiers (conseil Ecofin, Eurogroupe, etc.)	Expertise, veille, animation, coordination	Compétence en lien avec les institutions françaises et européennes	National et international	Intensité des négociations et des réglementations européennes en matière économique, financière et monétaire (Union bancaire, gouvernance de la zone euro, nouvel agenda européen, etc.)	Maintien en l'état
Politiques publiques	Élaboration des prévisions économiques et financières nationales (seule administration à réaliser une prévision « toutes APU ») et réalisation de la synthèse des prévisions des comptes publics pour le Gouvernement	Expertise, conseil	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National	Importance continue de la demande politique en matière de prévision et de suivi de la situation des finances publiques, eu égard aux engagements européens et à l'apparition de nouvelles instances (installation du Haut Conseil des finances publiques, pacte de stabilité et de croissance, etc.)	Maintien en l'état
	Préparation des programmes de stabilité dans le cadre des engagements européens de la France	Expertise, coordination	En lien avec la DB	National et international		Maintien en l'état
	Conseil, évaluation et contre-expertise en matière de politiques publiques en amont des décisions du Gouvernement dans les domaines des finances publiques et de la dépense publique, de la politique fiscale, des politiques sociales et de l'emploi et des politiques sectorielles concernant le secteur marchand, en particulier l'agriculture, l'environnement et les réseaux	Expertise, conseil	Mission au service du gouvernement en lien avec les ministères concernés	National	Fortes sollicitations politique et des corps de contrôle en matière de réformes structurelles visant à accroître la compétitivité de notre économie et l'emploi en France (pacte de responsabilité, pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, réforme des retraites, transition énergétique, innovation, etc.)	Maintien en l'état
Elaboration et mise en œuvre de la politique du secteur financier et de l'épargne	Conseil au gouvernement en matière de compétitivité, de financement des entreprises et de stabilité financière	Expertise, conseil	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National	Intensité des négociations sur le financement de l'économie, nombre croissant de réglementations nationales et supra-nationales dans les secteurs bancaires, de l'assurance, etc. (modernisation de la législation financière européenne avec les directives Ficod et CRD4 notamment, loi SRAB, etc.) et multiplication des instances de surveillance et de gouvernance financières (Haut Conseil de stabilité financière, Financial safety board, etc.)	Maintien en l'état
	Élaboration et mise en œuvre de la politique de régulation du secteur financier (établissements de crédit, sociétés de financement, entreprises d'investissement, entreprises et des intermédiaires d'assurance, marchés financiers) et de l'épargne en France et pour l'outre-mer	Expertise, réglementation, veille	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National		Maintien en l'état
	Suivi des relations avec diverses entités agissant dans le domaine financier (AMF, Caisse des dépôts et consignation, Banque de France, etc.)	Expertise, représentation, coordination, tutelle	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National		Maintien en l'état
Négociations financières et commerciales multilatérales et aide au développement	Préparation des réunions et sommets internationaux pour les questions économiques et financières (G7-G8, G20) et suivi de l'organisation du système financier international (FMI, etc.) et de l'endettement international (Club de Paris, etc.)	Expertise, veille, coordination	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National et international	Maintien d'un haut niveau d'exigence dans la tenue des négociations économiques et financières liées aux grands sommets internationaux, aux institutions financières internationales, aux problématiques d'aide au développement ou de développement durable (agenda pour la croissance, engagements du G20 sur la levée du secret bancaire et la lutte contre l'érosion fiscale, conférence 2015 sur le climat, etc.)	Maintien en l'état
	Mise en œuvre de la politique d'aide au développement (pilotage budgétaire des aides financières, relations avec les banques multilatérales de développement, co-tutelle AFD) et gestion des accords Zone-Franc	Expertise, représentation, coordination, tutelle	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National et international		Maintien en l'état
	Elaboration et promotion des positions françaises dans le cadre de la politique commerciale et agricole extérieure de l'UE et suivi des questions liées à l'investissement (négociations, mise en œuvre de la réglementation relative aux investissements étrangers en France) et des questions d'intégrité financière (sanctions financières, anti-blanchiment et lutte contre le financement du terrorisme)	Expertise, veille	Compétence exercée en lien avec le MAEDI au service des priorités gouvernementales	National et international	Croissance continue des négociations communautaires et multilatérales sur les problématiques commerciales et des négociations multilatérales sur les questions d'intégrité financière et d'investissement (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissements, suites de la 9ème conférence de l'OMC à Bali, nouveaux régimes de sanction, etc.)	Maintien en l'état

Direction générale du Trésor

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Relations économiques et commerciales bilatérales et soutien à l'export et à l'investissement à l'étranger des entreprises	Animation des relations économiques, commerciales et financières bilatérales, en lien étroit avec l'action des opérateurs et institutions publiques (BusinessFrance, bpiFrance, organismes techniques, etc.) ainsi que des autres ministères et du MEDEF	Expertise, représentation, coordination, tutelle	Compétence exercée en lien avec le MAEDI au service des priorités gouvernementales et des entreprises	National et international	Caractère impérieux du renforcement du positionnement de la France dans les échanges commerciaux mondiaux, dans un contexte renouvelé d'apparition de nouvelles zones de croissance vers lesquelles les entreprises doivent être accompagnées (réforme des financements export, rationalisation du dispositif de soutien institutionnel à l'export, etc.)	Maintien en l'état
	Conseil au gouvernement en matière d'attractivité et d'internationalisation des entreprises françaises	Expertise, conseil	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National et international		Maintien en l'état
	Mise en œuvre de la politique d'assurance-crédit (notamment en lien avec la COFACE) et participation au financement de projets réalisés dans le cadre de l'Aide Publique au développement	Expertise, coordination	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales et des entreprises	National et international		Maintien en l'état
Dette et trésorerie de l'État	Gestion de la dette de l'État et de sa trésorerie dans les meilleures conditions de sécurité et de coût pour le contribuable	Expertise, veille	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National et international	Exigence de renforcement de performance de la gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat au mieux des intérêts des contribuables, de la situation des finances publiques et des engagements communautaires.	Maintien en l'état
	Suivi des relations avec les agences de notation et les investisseurs	Expertise, veille, coordination	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National et international		Maintien en l'état
	Conseil relatif au secteur des marchés financiers en amont des décisions de politique publique	Expertise, conseil	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales	National et international		Maintien en l'état
Gestion des participations de l'Etat	Valorisation des intérêts patrimoniaux de l'État dans les entreprises à participations publiques	Expertise, veille, coordination	Compétence exclusive au service des priorités gouvernementales et des entreprises	National et international	Demande politique soutenue en matière de bonne gestion et de représentation de l'intérêt public au sein des entreprises pour lesquelles l'Etat est actionnaire (renforcement du rôle de l'Etat actionnaire depuis l'été 2014 dans le cadre du renforcement de la gouvernance des entreprises publiques)	Maintien en l'état
Fonctions support	Fonctions support de l'administration centrale (RH, budget, SI, communication, etc.)	Fonctions support	Fonctions exercées, pour partie, en lien avec le SG ministériel	National	Évolutions technologiques. Projet de mutualisations et réforme territoriale.	Maintien en l'état
	Fonctions support dédiées aux services économiques à l'étranger (RH, budget, SI, immobilier, achats, etc.)	Fonctions support	Compétence exclusive de la DG Trésor	National et international	Compte-tenu des efforts très importants consentis par le réseau des services économiques dans le passé et des priorités gouvernementales en faveur de l'internationalisation des entreprises et de l'attractivité du territoire, les récents arbitrages budgétaires ont abouti à une stabilisation des effectifs sur le triennal 2015-2017 et du budget de fonctionnement pour 2015. Pour ces raisons, et dans un contexte où la montée en puissance des SCG a déjà été très largement réalisée, les fonctions support attachées à la gestion du réseau international de la DG Trésor doivent être maintenues.	Maintien en l'état



DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Direction des affaires juridiques

Missions générales	Sous-rubriques	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Légiférer et réglementer dans le domaine de la commande publique	Elabore et assure le suivi de la mise en œuvre du droit national de la commande publique - Participe à la représentation de la France au niveau européen	Expertise	Compétence exclusive	National	Réglementation européenne	Maintien en l'état
	Conseille les administrations centrales de l'Etat, les établissements publics de l'Etat, le service des achats de l'Etat et l'ensemble des acheteurs publics.	Conseil/Expertise	Compétence partagée : - DAJ pour l'Etat et ses Ets publics, - DGFIP/CIJAP pour les C.t. et leurs Ets publics, intégré au pôle national de soutien au réseau spécialisé dans la commande publique du ministère de l'intérieur, - DG Trésor pour la mission d'appui aux partenariats publics/privés intégré au pôle national de soutien du MI	National et Déconcentré (CIJAP de Lyon)	Maintien de la qualité du conseil s'agissant d'un cadre juridique en cours de refonte	Les ministres ont demandé au DAJ "d'examiner, en relation avec le secrétariat général, la DGTrésor et la DGFIP, les voies de progrès du point de vue de l'organisation de cette mission au sein des ministères économiques et financiers"
	Coordonne l'activité des comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics et assure le secrétariat du Comité consultatif national.	Animation/Coordination	Compétence exclusive	National, mais sur une mission qui renvoie à un niveau d'exercice déconcentré	Cadre juridique de la commande publique en cours de refonte	Réflexion à envisager sur le maintien en l'état de cette activité et son articulation avec les travaux de la Médiation des marchés publics
	Assure le secrétariat de l'Observatoire économique de l'achat public.	Animation/Coordination	Compétence exclusive	National		Modernisation de ce dispositif dans le cadre du chantier de refonte du droit de la commande publique
	Organise et exploite le recensement économique des achats publics.	Statistiques	Compétence exclusive	National		Réflexion en cours sur les modalités de mise en œuvre de ce recensement prévu par le droit de l'Union européenne, qui implique en particulier un travail statistique très fin.
Expertiser les projets et conseiller les décideurs	Expertise, conseil juridique, assistance opérationnelle (y compris pour le traitement des contentieux) et légistique dans les différentes branches du droit privé et public.	Expertise/Conseil	Compétence exclusive	National		Maintien en l'état, sous réserve des aménagements à déduire de la réflexion sur la mutualisation de la fonction juridique au sein des ministères économiques et financiers.

Direction des affaires juridiques

Missions générales	Sous-rubriques	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Défendre l'Etat	Assure la fonction d'agent judiciaire de l'Etat devant les juridictions civiles et répressives - Négocie les transactions destinées à mettre fin à l'instance	Expertise/Conseil	Monopole de représentation de l'Etat dans les contentieux judiciaires	National		Maintien en l'état
	Met en œuvre, pour le compte des deux ministères, la protection juridique des fonctionnaires et Assure la défense des intérêts de l'Etat aux fins de recouvrer les prestations d'invalidité servies aux agents ayant subi un dommage corporel	Représentation/Expertise	Compétence exclusive	National		Maintien en l'état
	Gère la convention des dommages matériels entre l'Etat et les assureurs	Représentation/Expertise	Compétence exclusive	National		Maintien en l'état
	Coordonne, pour le compte des deux ministères, les contentieux européens ainsi que les dossiers liés aux dommages causés par la pollution marine	Coordination/Expertise	Compétence exclusive	National		Maintien en l'état
Coordonner la préparation et la mise en œuvre des textes	Coordonne, pour le compte des deux ministères, le suivi de l'activité normative et contentieuse	Coordination/Expertise	Compétence exclusive	National	Améliorer le suivi des contentieux signalés au sein des MEF	Développement de la fonction de pilotage et de coordination de la DAJ - Réflexion en cours sur la mutualisation de la fonction juridique au sein des MEF
Assurer la diffusion de l'information juridique	Est responsable de la rédaction de la « Lettre de la DAJ »	Animation/Information	Compétence exclusive	National		Maintien en l'état
	Assure, dans le domaine de la légistique, une fonction de veille, de conseil et d'assistance	Animation/Conseil/Information	Compétence exclusive	National	Gagner en performance globale dans la production normative au sein des MEF	Développement de la fonction d'appui et de soutien de la DAJ - Réflexion en cours sur la mutualisation de la fonction juridique au sein des MEF
Support	Elabore, anime et met en œuvre pour la DAJ la politique de gestion des ressources humaines, financières, matérielles, de formation et de communication.	Support	Compétence exercée en lien avec le SG	National		Adaptation du réseau d'action régionale à l'évolution de l'organisation territoriale de l'Etat et des collectivités locales
	Passation des marchés publics destinés au recrutement des auxiliaires de justice		Compétence partagée (l'achat de prestations juridiques au sein des MEF (activités de conseil et représentation d'avocats en particulier) est aujourd'hui effectué par chacune des directions)	National	Sécurisation juridique ; efficience économique.	Décision ministérielle du 29 octobre 2013 confiant à la DAJ le monopole de la passation des prestations juridiques



Direction générale de l'Insee

Mission générale	Sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Action 01 programme 220						
Infrastructure statistique (fichier électoral)	Gestion du fichier électoral (FE)	Gestion administrative	La loi confie à l'Insee la compétence de gérer le FE, mais ce système se double de l'existence des listes électorales communales	National	Amélioration et rationalisation du processus de gestion des listes électorales	Fusion du FE et des listes communales (projet à l'étude dans le cadre d'une mission de l'IGA au Min Intérieur)
Infrastructure statistique (répertoire des entreprises)	Mise à disposition des données d'identité des entreprises	Gestion administrative	Mise en œuvre, coordination des centres de formalités d'entreprise, Mise à disposition des données pour le secteur public et le secteur privé ; Compétence exclusive de l'INSEE	National	Mise en place de Dites-Le-Nous-Une Fois pour les données d'identité des entreprises	Modification de l'offre de service de l'Insee vis-à-vis des administrations en vue de leur permettre des mesures de simplification pour les entreprises
Action 02 programme 220						
Information sur les entreprises et synthèses économiques						Maintien en l'état
Action 03 programme 220						
Information démographique et sociale	Production de statistiques sur l'emploi	Production des statistiques conjoncturelles (trimestrielles) de l'emploi salarié	Aujourd'hui, sur le champ de l'emploi salarié privé, l'Insee et l'Acoess produisent chacun de leur côté des estimations d'emploi trimestriel	National	Mise en place de la DSN et rationalisation du processus de production	Production conjointe Acoess / Insee
Action 04 programme 220						
Soutien	RH, budget, système d'information, achats, communication, etc...	Fonctions support	Fonctions exercées, pour partie, en lien avec le SC	National	Projets de mutualisation du SG des MEF	Réflexion en cours sur la mutualisation des fonctions support au sein des MEF
Action 05 programme 220						
Action régionale					Réforme de la carte territoriale et de l'organisation territoriale de l'Etat	Adaptation du réseau d'action régionale à l'évolution de l'organisation territoriale de l'Etat et des collectivités locales



Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Mission générale	sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Régulation concurrentielle des marchés	Pratiques anticoncurrentielles	Contrôle	Mise en œuvre Compétence complémentaire de l'ADLC Entreprises et consommateurs	National Inter-régional Régional Départemental		Maintien
	Contrôle des concentrations	Expertise	Mise en œuvre Commissaire du Gouvernement auprès de l'ADLC Entreprises	National		Maintien
	Pratiques commerciales restrictives de concurrence et délais de paiement	Réglementation, contrôle	Mise en œuvre Compétence exclusive Entreprises	National Régional		Maintien
	Tarifs réglementés	Réglementation, contrôle	Mise en œuvre Compétence conjointe Economie et Ministère sectoriel Entreprises et consommateurs	National Régional Départemental		Maintien
Protection économique du consommateur	Information du consommateur et pratiques commerciales	Réglementation, contrôle	Mise en œuvre Compétence exclusive Entreprises et consommateurs	National Régional Départemental	Réglementation européenne	Maintien
	Qualité et loyauté des produits et services	Réglementation, contrôle	Mise en œuvre Compétence exclusive Entreprises et consommateurs	National Régional Départemental	Réglementation européenne	Renforcement
	Crédit à la consommation	Réglementation, contrôle	Mise en œuvre Compétence exclusive Entreprises et consommateurs	National Régional Départemental	Réglementation européenne	Maintien
	Accueil du public et traitement des réclamations	Accueil du public	Mise en œuvre Compétence exclusive Entreprises et consommateurs	National Régional Départemental		Maintien
Sécurité du consommateur	Obligation générale de sécurité	Réglementation, contrôle	Mise en œuvre Compétence exclusive Entreprises et consommateurs	National Régional Départemental	Réglementation européenne	Maintien
	Produits non alimentaires à réglementation spécifique (cosmétiques, produits de construction, etc.)	Réglementation, contrôle	Mise en œuvre Compétence exclusive (avec partage de compétences sur quelques produits avec d'autres ministères et agences) Entreprises et consommateurs	National Régional Départemental	Réglementation européenne	Maintien
	Sécurité des produits alimentaires	Réglementation, contrôle	Mise en œuvre Compétence exclusive (avec partage de compétences pour l'hygiène à la remise directe avec le ministère de l'agriculture) Entreprises et consommateurs	National Régional Départemental	Réglementation européenne	Maintien
	Gestion des alertes	Intervention	Mise en œuvre Compétence exclusive Entreprises et consommateurs	National Régional Départemental	Réglementation européenne	Maintien
Divers	Lutte contre la contrefaçon	Contrôle	Mise en œuvre Compétence partagée Entreprises et consommateurs	Autre (SCN)		Maintien

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Mission générale	sous-rubrique	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
	Lutte contre le blanchiment (domiciliataires, agents immobiliers)	Contrôle	Mise en œuvre Compétence exclusive	Autre (SCN)		Maintien
Fonctions support	RH, paye, finances, systèmes d'information, achats, politique immobilière, etc.	Gérer l'ensemble des compétences qui fournissent des services aux fonctions métier	Mission exercée en lien avec le SG ministériel	National (SG ministériel et DGCCRF), régional (DGCCRF et DIRECCTE), et départemental (DGCCRF et DDI)	Réglementation applicable dans les différentes fonctions « support » Évolutions technologiques. Mutualisations interministérielles, inter directionnelles,....	Réflexion en cours sur la mutualisation des fonctions support au sein des MEF



Direction générale des entreprises

Mission	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Développement économique par la politique de filière, mise en œuvre pour chacune des filières /secteurs de la responsabilité de la DGE					
Visites d'entreprises (>7500 par an), afin de connaître le tissu économique des filières suivies par la DGE	Expertise	Compétence exclusive	Déconcentré	Volonté du Gouvernement de connaître le tissu économique	Maintien en l'état
Accompagnement de projets individuels d'entreprises dans les filières suivies par la DGE ; accompagnement particulier de 1000 ETI et 1000 entreprises de croissance ; rôle d'ensemblier de l'appui public	Expertise et influence	Compétence exercée en lien avec les autres acteurs régionaux	Déconcentré	Volonté du Gouvernement d'offrir un accompagnement de terrain aux entreprises	Maintien en l'état
Connaissance intime des filières de l'industrie et des services de la responsabilité de la DGE, de leurs principaux acteurs et des évolutions susceptibles de les impacter	Expertise	Compétence exclusive pour la plupart des filières, partagée pour d'autres (aéronautique, industries extractives, professions libérales...)	National et déconcentré	Volonté du Gouvernement de mettre en œuvre une politique de développement économique de filière	Maintien en l'état et renforcement dans le cadre de nouvelles initiatives de politique de filière (CNI, plans industriels...)
Construction, promotion et mise en œuvre de programmes de développement collectif des entreprises de la filière et déclinaison territoriale de ces programmes	Expertise, influence et animation		National et Déconcentré (rôle des RUI notamment)		
Appui à des projets individuels structurants pour les filières	Expertise, influence, animation et contrôle				
Instruction de nombreux dispositifs d'appui aux entreprises	Expertise		National et déconcentré		
Tutelle et administration d'acteurs (EP, entreprises publiques, organismes de formation, IRT, SATT...) de la filière	Animation et contrôle	Compétence exclusive la plupart du temps	National et déconcentré	Existence de ces organismes et de leur financement public	
Statistiques et études économiques relatives aux filières	Expertise	Compétence partagée, exclusive pour le tourisme	National	Existence des politiques de filière	Maintien en l'état
Valorisation et promotion des politiques de filière	Influence	Compétence exclusive	Principalement déconcentré	Nécessité d'asseoir les politiques publiques / demande politique	Maintien en l'état
Développement économique par les politiques transverses territoriales					
Co-construction et suivi de la mise en œuvre des programmes territoriaux de développement économique (RIS-3, SRDEII...)	Expertise, animation et influence	Compétence exercée en lien avec les Conseil régionaux	Déconcentré	Volonté du Gouvernement de suivre les politiques économiques des Conseils régionaux	Maintien en l'état
Développement économique par les politiques transverses de compétitivité					
Construction, promotion et mise en œuvre de programmes en faveur de la politique globale de compétitivité	Expertise, planification, influence et mise en œuvre	La DGE portant la voix de la compétitivité dans le dialogue interministériel	National	Priorité politique accordée à la compétitivité de l'économie	Maintien en l'état et renforcement, à mesure de l'urgence de la compétitivité
Construction, promotion et mise en œuvre de programmes en faveur de l'entrepreneuriat	Planification, influence et mise en œuvre	Compétence principalement exclusive	National, en lien avec les acteurs de terrain	Priorité politique donnée à l'entrepreneuriat	Maintien en l'état
Construction, promotion et mise en œuvre de programmes en faveur du financement de l'entreprise	Expertise, planification, influence et mise en œuvre	Compétence partagée, notamment avec la DG Trésor	National, en lien avec les acteurs de terrain	Impact de réformes du financement - accès accru aux ressources financières	Maintien en l'état
Construction, promotion et mise en œuvre de programmes en faveur de l'innovation	Expertise	Compétence majoritairement exclusive	National, en lien avec les acteurs de terrain	Priorité politique donnée à la R&D et l'innovation	Renforcement
Construction, promotion et mise en œuvre de la politique des pôles de compétitivité et soutien à chaque pôle individuellement	Expertise	Compétence exclusive	National et déconcentré	Existence de la politique des pôles de compétitivité	Maintien en l'état
Construction, promotion et mise en œuvre de programmes de simplification pour les entreprises	Animation, expertise et influence	Principal contributeur à la politique de simplification pour les entreprises	National, en lien avec les acteurs de terrain	Priorité politique donnée à la simplification administrative	Renforcement
Construction, promotion et mise en œuvre de programmes en faveur de l'exportation	Expertise en influence	Compétence partagée avec la DG Trésor et le MAEDI	National	Pérennité des cycles de négociation multilatéraux	Maintien en l'état

Direction générale des entreprises

Mission	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Construction, promotion et mise en œuvre de programmes en faveur du développement du commerce et de l'artisanat, et en particulier instruction des dossiers FISAC	Expertise et contrôle	Compétence exclusive	National et déconcentré	Evolution éventuelles du dispositif FISAC	Maintien en l'état
Action des CRP (souvent en DIRECCTE) en faveur des entreprises en difficulté	Animation	Compétence exclusive	Déconcentré	Priorité politique accordée aux entreprises en difficulté	Renforcement
Organisation de l'appui aux entreprises en difficulté dans une logique de défense du patrimoine économique viable ; pilotage des CRP	Animation	Compétence exclusive d'ensemblier de l'action de l'Etat	National, en lien étroit avec les acteurs de terrain	Priorité politique accordée aux entreprises en difficulté ; demande sociétale d'appui	Renforcement
Action des RUI (souvent en DIRECCTE) en faveur des projets d'entreprises en développement	Animation	Compétence exclusive d'ensemblier de l'action de l'Etat	Déconcentré	Priorité politique accordée à l'attractivité des territoires	Maintien
Organisation de l'appui aux entreprises en développement dans une logique de catalyse des projets	Animation	Compétence exclusive d'ensemblier de l'action de l'Etat	National, en lien étroit avec les acteurs de terrain	Priorité politique accordée à l'attractivité des territoires	Maintien
Construction, promotion et mise en œuvre de programmes en faveur du développement de la compétitivité par les relations économiques bilatérales	Planification, influence et mise en œuvre	Compétence partagée avec la DG Trésor et le MAEDI	National	Volonté politique de maintenir de telles relations bilatérales / demande des entreprises	Maintien en l'état
Médiations régionales des relations inter-entreprises et des marchés publics	Médiation	Compétence exclusive	Déconcentré, en lien étroit avec les médiations nationales	Existence des politiques publiques de médiation	Maintien en l'état
Statistiques et études économiques relatives aux politiques transverses de compétitivité	Expertise	Compétence exclusive	National	Existence des politiques de compétitivité	Maintien en l'état
Valorisation et promotion des politiques transverses de compétitivité	Influence	Compétence majoritairement exclusive	Principalement déconcentré	Nécessité d'asseoir les politiques publiques / demande politique	Maintien en l'état
Régulation et développement des télécommunications					
Réglementation des communications électroniques	Expertise et animation	Compétence exclusive	National	Evolution des réglementations nationale et européenne	Maintien en l'état
Gestion du spectre	Expertise et animation	Régulation et tutelle de l'opérateur en matière de spectre radioélectrique	National	Réglementation internationale	Maintien en l'état
Développement des infrastructures de communication	Expertise et animation	Planification - la mise en œuvre est assurée par les collectivités locales	National, en lien avec les acteurs de terrain	Priorité politique donnée au déploiement de réseaux THD	Maintien en l'état
Gouvernance mondiale des télécommunications et d'internet	Expertise et animation	Régulation et réglementation à l'échelle internationale / compétence exclusive	National	Evolution de la réglementation internationale	Renforcement
Régulation d'activités économiques					
Contrôle des exportations de biens à double usage (BDU)	Expertise et contrôle	Mission régaliennne à caractère interministériel	National	Réglementation européenne et nationale	Maintien en l'état
Contrôle des précurseurs chimiques de drogues (PCD)	Expertise et contrôle	Mission régaliennne à caractère interministériel	National	Réglementation européenne et nationale	Maintien en l'état
Contrôles associé au développement des services à la personne et notamment agrément des prestataires	Contrôle	Mission régaliennne	National et déconcentré (agrément)	Priorité politique donnée aux SAP	Maintien en l'état (sauf peut-être pour l'agrément)
Tutelle métier du groupe La Poste	Contrôle	Mission régaliennne	National	Réglementation européenne et nationale	Maintien en l'état
Gestion de la réglementation touristique	Expertise, animation et contrôle	Mission régaliennne	National	Réglementation européenne et nationale	Maintien en l'état
Mise en œuvre de la régulation de l'aménagement commercial	Expertise et contrôle	Mission régaliennne	National en lien étroit avec les acteurs de terrain	Réglementation nationale en matière d'urbanisme commercial	Maintien en l'état

Direction générale des entreprises

Mission	Nature de la mission	Modalités d'exercice	Niveau actuel d'exercice de la mission	Facteurs déterminants pour l'évolution des missions	Perspectives d'évolution
Gestion du système français de normalisation et d'accréditation	Expertise, influence, animation, mise en œuvre et contrôle	Mission régalienn	National	Réglementation européenne	Maintien en l'état
Réglementation relative aux petites entreprises	Expertise	Mission régalienn	National	Réglementation nationale	Maintien en l'état
Tutelle des établissements consulaires	Expertise et contrôle	Mission régalienn	National, en lien avec les acteurs de terrain	Réglementation nationale	Maintien en l'état
Réglementation de la circulation des produits	Expertise, influence et contrôle	Mission régalienn	National	Réglementation européenne	Maintien en l'état
Réglementation de la métrologie légale	Expertise influence et contrôle	Mission régalienn	National	Réglementation européenne et nationale	Maintien en l'état
Mise en œuvre des contrôles de métrologie	Contrôle	Mission régalienn	Déconcentré	Réglementation européenne et nationale	Maintien en l'état
Gestion de corps spécifiques					
Gestion des corps techniques à mission industrielle	Expertise, animation, GRH	Mission exclusive	National	Existence de ces corps	Maintien en l'état
Gestion des personnels fonctionnaires employés par La Poste et France Télécom	Expertise et mise en œuvre	Mission exclusive	National	Existence de ces corps (par nature en extinction)	Maintien en l'état ; disparition à terme
Pilotage et ressources spécifiques aux DIRECCTE					
Pilotage stratégique des DIRECCTE	Expertise, animation, contrôle	Compétence exclusive pour les domaines de compétence de la DGE, exercée en lien avec les autres directions de tutelle et le DGP	National, en lien avec les acteurs de terrain	Périmètre des missions des DIRECCTE pilotées par la DGE	Evolution éventuelle dans le cadre de la réforme territoriale
Appui méthodologique aux DIRECCTE	Expertise et animation				
Fonctions support					
Fonctions support	Fonctions support	Fonctions exercées, pour partie, en lien avec le SG ministériel	National, régional	Réglementation applicable dans les différentes fonctions "support". Evolutions technologiques. Mutualisations.	Réflexion en cours sur la mutualisation des fonctions support au sein des MEF

SG-DMO